

Vocabulaire du chapitre " Les mécanismes du marché"

Le petit lexique reprend les termes importants du chapitre d'économie "Les marchés" Cette fiche nous a été donnée par **M. Jean Roy**, Professeur de Science Economique et Sociale

Marché

Désigne originellement l'**endroit** où se confrontent l'offre et la demande pour un produit donné. Cette signification est encore usitée, par exemple dans l'expression faire son marché ou lorsqu'on parle d'aller au marché (sous-entendu des fruits et légumes, ou des produits vendus sur les étals). Par extension, le terme en est venu à désigner **l'offre et la demande pour un produit déterminé, sans considération de lieu** (on parle ainsi du marché de l'automobile, ce marché étant en réalité composé d'une multitude d'intervenants séparés géographiquement : concessionnaires, petites annonces, garagistes...). Par extension toujours, le terme désigne, de façon encore plus générale, **un mode de fixation des prix par confrontation d'une offre et d'une demande séparées** (on parle ainsi d'une économie de marché, ou des orientations du marché).

L'existence d'un marché est subordonnée à la variabilité des prix : si ces derniers étaient fixes, ou fixés par une autorité extérieure (par exemple le Plan = l'Etat, ou le seigneur), il n'y aurait pas de marché, mais seulement un ordre avec, au bout du compte, le constat d'une insuffisance ou d'un excédent de l'offre au regard de la demande. Il y a marché lorsque ce constat engendre des fluctuations de prix, lesquelles, à leur tour, peuvent provoquer des changements dans le montant de l'offre et/ou dans celui de la demande. C'est ce mécanisme d'ajustement qui, aux yeux des libéraux, a des vertus équilibrantes et fournit à chaque intervenant une information précise qui détermine son comportement.

L'existence de marchés (au sens premier du terme, avec confrontation physique de l'offre et de la demande) est très ancienne : les historiens (Fernand Braudel au premier chef) montrent que, dans les villages, le marché fait partie des institutions immémoriales, concrétisées par l'existence de halles, de foires, de places, etc. Mais, tant que ces marchés demeurent secondaires, que l'essentiel des relations sociales et des échanges continue à être régi par des coutumes, des règles ou des institutions qui ne relèvent pas de procédures de calcul et de stratégies d'enrichissement, on ne peut parler pour autant de capitalisme. Le terme économie de marché par lequel on désigne fréquemment ce dernier ne doit donc pas induire en erreur : l'existence de marchés est une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante. Encore faut-il que les marchés soient généralisés, c'est-à-dire qu'ils deviennent le mode normal d'échange et le support de stratégies d'investissement visant à l'enrichissement.

Main invisible

Expression célèbre due à **Adam Smith**, désignant le fait que le marché, à l'insu de chacun des participants, contribue à orienter les décisions des uns et des autres au profit de l'intérêt d'ensemble. Chacun, en oeuvrant pour son **intérêt personnel**, contribue aussi à l'**intérêt collectif**. (Voir également laisser-faire).

L'expression d'**Adam Smith** est bien davantage qu'une heureuse métaphore : elle résume un programme idéologique, celui qui vise à faire du marché l'unique régulateur de l'ensemble de la vie économique. C'est pourquoi elle est si fréquemment reprise, par ceux qui s'opposent à ce programme aussi bien que par ceux qui en sont partisans.

Capitalisme

Système social caractérisé par la **propriété privée** des moyens de production et par la vente de la production qui en résulte sur des marchés où offre et demande s'ajustent au moyen de variations de **prix**. Du fait de la propriété privée des moyens de production, la recherche du **profit** joue un rôle essentiel, à la fois pour orienter la production et pour financer les investissements.

Économie de marché

En général, expression utilisée comme périphrase pour désigner l'**économie capitaliste**. Toutefois, pour l'historien **Fernand Braudel**, le marché est très antérieur à l'économie capitaliste proprement dite : il aura fallu attendre le " commerce à la grande aventure ", générateur de grands risques mais aussi de profits fabuleux quand le sort était favorable, pour que l'économie de marché se transforme en économie capitaliste, grâce à la prodigieuse accélération de l'investissement engendrée par l'accumulation du capital issue des bénéfices de ce type de commerce. Mais, même ainsi, le terme " économie de marché " désigne une économie dans laquelle l'ensemble des relations économiques passe par le marché ou s'effectue en référence au marché, ce qui est bien caractéristique d'une économie capitaliste.

Et le système fut rebaptisé

Pour les économistes, les porte-parole des entreprises, les orateurs politiques prudents et certains journalistes, l'expression polie est aujourd'hui économie de marché. Il arrive qu'on entende encore capitalisme, mais rarement chez les défenseurs du système rompus aux finesses de la langue.

Nul ne peut sérieusement douter des raisons de ce changement. Le capitalisme est issu de l'Europe mercantiliste, avec les manufactures, l'achat, la vente et le transport des marchandises, les services. Puis sont apparus les industriels, avec la puissance et le prestige que leur conférait la propriété, directe ou indirecte, et les ouvriers, qui subissaient les conséquences de leur incontestable position de faiblesse dans la négociation – la vie en échange du labeur volontaire – et de l'oppression qui en résultait. (...) Le mot capitalisme, en particulier en Europe, affirmait bien trop crûment ce pouvoir de la propriété, et l'ampleur de l'asservissement des ouvriers et de bien d'autres. D'où l'éventualité plus que probable d'une révolution.

Aux Etats-Unis, à la fin du XIX^e siècle, le capitalisme avait une connotation différente, mais tout aussi négative. Le mot était devenu synonyme d'exploitation par le prix, par le coût. C'est ainsi qu'on avait réagi au monopole ou quasi-monopole de **John D. Rockefeller** sur l'approvisionnement en pétrole, de Carnegie sur l'acier et de Duke sur le tabac. Il y avait aussi le

pouvoir un peu moins concentré des magnats des chemins de fer, et de **J.P. Morgan** et consort dans la banque et la finance. (...)

La réaction américaine survint dans les premières années du XX^e siècle et prit la forme d'un vaste corpus de lois. Le Sherman Antitrust Act se proposait d'interdire et de punir les situations d'abus de monopole. La Federal Reserve fut créée en 1913 pour poser des limites au monde de la finance. La Federal Trade Commission fut instaurée et dotée d'un pouvoir de réglementation impressionnant. (...) Puis vint le krach de 1929 (...)

On se mit donc ardemment en quête d'une dénomination plus douce. Aux Etats-Unis, on essaya libre entreprise. Le terme n'a pas pris : quand il s'agit des décisions des entreprises, la liberté ne rassure pas. En Europe, il y eut la social-démocratie – le capitalisme et le socialisme cohabitant en bonne intelligence. Mais aux Etats-Unis, le socialisme était et reste inacceptable. (...) C'est ainsi qu'est apparue, dans la langue un peu savante, la formule économie de marché. Elle n'avait aucun passif historique, et d'ailleurs pas d'histoire du tout. Il eut été difficile en fait, de trouver un nom plus vide de sens, et ce fut l'une des raisons de ce choix. (...)

Le choix d'économie de marché pour remplacer avantageusement capitalisme n'est qu'un voile d'absurdité trompeur jeté sur la réalité profonde de l'entreprise : le pouvoir du producteur, qui influence et même dirige la demande du consommateur. Mais cela ne se dit pas. On ne s'appesantit guère sur le sujet dans le débat et l'enseignement économiques contemporains. Avec cette expression, aucun pouvoir économique ne transparait. Il n'y a que le marché impersonnel.
J.K. GALBRAITH, Les mensonges de l'économie, 2004.